



Déclaration de la Fédération FO de l'Enseignement

13 janvier 2022 - Avignon

Depuis bientôt 2 ans, le gouvernement a plongé les personnels de l'Éducation Nationale et les établissements scolaires dans une alternative impossible :

- **ou bien l'exercice de l'enseignement avec des protocoles sanitaires inapplicables**, changeant sans arrêt, sans protection efficace, mettant en danger la santé des élèves et des personnels, et saccageant les conditions de travail des personnels dans tous les corps enseignants, administratifs, de direction et d'Inspection...

- **ou bien les fermetures d'établissement et de classes** au mépris de la mission d'Instruction publique due à la jeunesse.

FO dénonce cette gestion calamiteuse qui n'est **que maltraitance institutionnelle**, marquée par le mépris du ministre à l'égard des personnels et son indifférence au sort de la jeunesse. Et dans ce contexte, ordres et contre-ordres se succèdent, annoncés par les médias aux directeurs, chefs d'établissements et enseignants exténués ...

Le chaos que nous connaissons vient de loin.

Depuis 20 ans, tous les gouvernements se sont particulièrement acharnés contre l'Hôpital public et l'Enseignement public.

Après avoir mis au grand jour les conséquences de la suppression de 100 000 lits d'hôpital et du manque de personnels soignants, la pandémie révèle à l'opinion publique le manque crucial d'enseignants remplaçants, d'AESH, de personnels de Vie scolaire, l'entassement des élèves dans de plus en plus d'établissements scolaires, et n'oublions pas la santé scolaire qui n'a plus depuis longtemps les moyens d'assurer ses missions tandis que les services d'administratifs ont été saccagés par les suppressions de postes.

Profitant cyniquement que la pandémie focalise toutes les attentions, ce gouvernement a continué à supprimer des lits d'hôpitaux et des postes dans l'Éducation Nationale, aggravant le chaos.

Non seulement, Blanquer ne tient aucun compte des avis des Comités d'Hygiène et de Sécurité, mais il les contourne systématiquement ; le gouvernement a d'ailleurs prévu de les supprimer à compter du 1^{er} janvier 2023.

La préoccupation majeure du gouvernement, ce n'est pas la santé des personnels et des élèves, ce n'est pas d'assurer la continuité des enseignements, c'est de poursuivre la casse du statut des enseignants avec la loi Rilhac et l'expérimentation Macron à Marseille qui se combinent avec le projet de mettre les gestionnaires des lycées et collèges sous la coupe des collectivités territoriales et la mise en place d'un BAC local et de plans locaux d'évaluation.

L'École publique réduite à une garderie du MEDEF pour les enfants des salariés, voilà le rôle que lui assignent Blanquer et le gouvernement.

600 milliards d'euros ont été débloqués pour soutenir les entreprises, assurer la relance mais combien pour l'Éducation Nationale ? RIEN !

Rien pour équiper les établissements en capteurs CO2 et purificateurs d'air, pas un centime depuis 2 ans pour fournir des masques réellement protecteurs !

Rien pour recruter des enseignants, des administratifs, des personnels de santé en faisant appel aux listes complémentaires des concours.

Pire, après avoir rendu au ministère des Finances 600 millions d'euros sur le Budget 2020, le ministre Blanque vient encore de rendre 80 millions de son Budget 2021 !

Tandis que les entreprises du CAC 40 ont enchaîné des records financiers en 2021, financés par les aides publiques, jamais l'Éducation Nationale, ses personnels et ses élèves n'ont été aussi maltraités.

Le ministre Blanquer, soutenu par le Président de la République, s'est même cru autorisé à clamer que « *Ce n'est pas une grève qui résout les problèmes, on ne fait pas une grève contre un virus.* » Croit-il abuser ainsi l'opinion publique ?

Quelle honte d'essayer de dresser les parents d'élèves contre les enseignants !

C'est pour que cesse le chaos que nous faisons grève, pour nos revendications, pour l'École publique.

FO revendique un plan d'urgence pour l'Enseignement public et ses personnels avec

- **des mesures sanitaires sérieuses** : un protocole applicable, discuté en CHSCT, des tests préventifs, des équipements de protection, et la reconnaissance de la COVID 19 contractée en service comme maladie professionnelle,

- **l'amélioration des conditions de travail** par le recrutement immédiat d'enseignants en rouvrant les listes complémentaires, d'AESH et de personnels administratifs et de santé, le rétablissement d'une Aide Administrative pour tous les directeurs d'école, **le maintien des Comités d'Hygiène et de Sécurité, le rétablissement de toutes les prérogatives des élus du personnel et des CAP** que le gouvernement a supprimées

- **la reconnaissance de l'investissement sans faille des personnels** depuis le début de la crise sanitaire, au détriment de leur santé pour beaucoup, par l'attribution indiciaire immédiatement à tous de 183 euros mensuels, comme les personnels hospitaliers, et le rattrapage des 21 % de pouvoir d'achat perdus depuis 20 ans

Pour FO, cette grève massive atteste que nous pouvons créer **le rapport de force** pour obtenir satisfaction sur toutes nos revendications. Notre mobilisation doit se poursuivre. Nous invitons à en débattre à la fin de notre manifestation au siège de FO au 20 avenue Monclar.